

Unité bidépartementale  
du Calvados et de la Manche

Caen, le 07/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV NORMANDIE**

Les Aucrais  
14190 CAUVICOURT

Références : 2022-14-642

Code AIOT : 0005300625

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 CAUVICOURT. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 CAUVICOURT
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation SUEZ RV Normandie dite des Aucrais, située sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauticourt et Urville, est autorisée par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elle est notamment constituée :

- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation (le casier en cours d'exploitation à la date de la visite est le 4E) ;
- d'une déchetterie.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Réaménagement des casiers 4B, 4C et 4D	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, articles 34 et 35
3	Mesure des hauteurs de lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13
4	Eaux de ruissellement Aucrais 1	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.5

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Réception du casier 4F	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
5	Saisie des résultats d'autosurveillance sur GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour motif principal la réception du nouveau casier de stockage 4F.

Outre cette réception de casier, trois points abordés en inspection appellent des actions correctives et des compléments de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réception du casier 4F

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Prescription contrôlée :</b> "Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission de déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées."
<b>Constats :</b> L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le 06/09/2022 un dossier relatif à la réalisation du casier 4F. L'ensemble des éléments ont fait l'objet d'un examen documentaire approfondi. Le dossier de conformité réglementaire rédigé par l'organisme tiers (WSP FRANCE, daté du 05/07/2022) et les différents rapports des contrôleurs extérieurs (WSP pour la BSP et la BSA, et ALPHA GEOID pour les relevés topographiques) concluent à la recevabilité des aménagements réalisés. Les prescriptions techniques applicables ont également été vérifiées par sondage par l'inspecteur des installations classées (par exemple : surface de fond de casier, côte de fond de casier, épaisseurs des différentes couches de matériaux, conformité des mesures de perméabilité, etc). L'inspecteur relève que l'annexe 14 "rapport de contrôle caméra des drains" est manifestement erronée, l'inspection vidéo étant datée du 24/06/2020. <b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la bonne annexe à l'inspection des installations classées avant la mise en service du nouveau casier.</b> La présente inspection du 08/11/2022 a permis de procéder à un examen visuel du respect des prescriptions, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avant tout dépôt de déchets dans le casier. Les constatations visuelles ont porté sur les seules parties visibles à l'issue de l'aménagement du casier : géométrie globale du casier, mise en œuvre de géotextiles de protection de la géomembrane, bonne répartition du massif drainant en fond de casier, emplacement du puits de collecte des lixiviats. Au regard de l'ensemble des informations communiquées par l'exploitant et des constats effectués sur site, et <b>sous réserve de la transmission du rapport de contrôle caméra du réseau de lixiviats</b> , le casier 4F apparaît apte à recevoir des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Réaménagement des casiers 4B, 4C et 4D

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, articles 34 et 35
<b>Prescription contrôlée :</b> "Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à $1.10^{-7}$ m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2." "Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale."
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en date du 07/09/2022 un dossier relatif au réaménagement des casiers 4B, 4C et 4D. Les travaux de couverture finale qui ont été réalisés n'appellent pas d'observation particulière : les dispositions constructives (épaisseurs de matériaux, côte de réaménagement final, etc) sont conformes aux exigences réglementaires. Il est noté l'aménagement d'un talus de l'ordre de 1 à 2 m de haut sur l'emprise du casier 4B en raison d'une erreur lors du réaménagement des précédents casiers 4A et 4B (la côte finale avait été arrêtée trop bas). En revanche, il ne peut pas être pris acte du réaménagement de l'ensemble de la surface des casiers 4B, 4C et 4D car il reste des surfaces non réaménagées : <ul style="list-style-type: none"><li>- la surface correspondant à l'actuelle zone de vidage, située sur l'emprise du casier 4D, ne comporte pas de couverture intermédiaire ni finale.</li><li>- une risberme a été aménagée en bordure nord-est des casiers, à la limite des futurs casiers 5.</li></ul> Outre le fait que cet aménagement ne correspond pas aux dossiers techniques précédemment transmis et n'a pas été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées, il apparaît que cette risberme est insuffisamment couverte, de nombreux déchets affleurent. Ces parties non couvertes engendrent des risques d'émissions gazeuses, ainsi qu'une voie d'infiltration des eaux pluviales dans le massif de déchets. <b>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 3 mois :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- de recouvrir la risberme d'une couche argileuse de 50 cm visant à réduire les infiltrations d'eau dans le massif de déchets et les émissions de gaz.</li><li>- de fournir un chiffrage du vide de fouille généré par l'aménagement de cette risberme et destiné à être comblé lors de l'exploitation des casiers 5.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 3 : Mesure des hauteurs de lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13
<b>Prescription contrôlée :</b> "Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que, hors période de ressuyage, la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9[...], sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau peut être contrôlé."
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de consulter l'écran de supervision des systèmes de pompage de lixiviats en fonds de casiers. L'exploitant a indiqué que le présent système de supervision était en place depuis octobre 2021. Les niveaux affichés à l'écran ne satisfont pas aux exigences réglementaires : le niveau du casier 2C (pompe 6) notamment s'élevait à 7,8 m, d'autres niveaux ont été notés à 2,4 m, 1,6 m, etc. Il semble que le pompage n'a pas été mis en service pour les casiers 4C, 4D et 4E. La programmation constatée à l'écran n'est pas non plus satisfaisante : il a été relevé qu'un seuil très bas était défini à 1 m, un seuil bas à 2 m et un seuil haut à 3 m. <b>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- de fournir les relevés des niveaux de lixiviats réalisés entre octobre 2021 et novembre 2022, pour l'ensemble des casiers de l'installation.</li><li>- de modifier la programmation des pompes, de sorte que la hauteur de lixiviats en fond de casier ne dépasse pas de préférence 30 cm, et ne dépasse en aucun cas l'épaisseur de la couche drainante.</li><li>- de fournir une capture de l'écran de supervision permettant d'attester la modification de la programmation.</li><li>- de fournir une note décrivant, pour chaque casier de l'installation : le système de collecte de lixiviat (gravitaire / pompage), le numéro de pompe, les niveaux de consignes de pompage, et la manière dont est relevé le niveau en fond de casier (type de mesure, fréquence de mesure, etc).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 4 : Eaux de ruissellement Aucrais 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.5
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les bassins permettent une décantation ainsi qu'un contrôle de la qualité des eaux qu'ils contiennent. Les bassins sont rendus totalement étanches par une couche d'argile rapportée ou par tout autre moyen permettant une imperméabilité équivalente." "Les effluents [...] doivent respecter les seuils de rejet suivants : [...]" <ul style="list-style-type: none"><li>- MES : 35 mg/l</li><li>- Métaux totaux : 15 mg/l [...]"</li></ul>
<b>Constats :</b> Suite à des dépassements constatés sur les paramètres MES et métaux totaux, il avait été demandé à l'exploitant suite à l'inspection du 19/01/2022 de procéder au curage du bassin 1BT1, et de veiller au respect des valeurs limites définies par arrêté préfectoral avant tout rejet au bassin d'infiltration. Malgré la réponse positive apportée par courrier du 14/03/2022, l'exploitant a indiqué lors de la présente inspection du 08/11/2022 que le curage du bassin n'avait pas encore été réalisé. Depuis cette date, l'exploitant a justifié par mail du 24/11/2022 de la réalisation du curage du bassin entre le 14 et le 23/11/2022. La géomembrane d'étanchéité est dégradée et nécessite des travaux de reprise programmés du 28 au 30/11/2022 (entreprise SODAF GEO INDUSTRIE). L'exploitant a prévu de faire contrôler l'étanchéité par le tiers WSP FRANCE à l'issue des travaux. <b>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- de transmettre les deux derniers rapports d'analyse des eaux du bassin 1BT1 ;</li><li>- de préciser l'exutoire des eaux et boues issues du bassin ;</li><li>- de fournir à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle d'étanchéité suite aux travaux réalisés.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 5 : Saisie des résultats d'autosurveillance sur GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> "Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions [...] sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet."
<b>Constats :</b> Depuis la date de l'inspection, l'exploitant a procédé aux saisies de ses résultats d'autosurveillance sur l'application GIDAF : les dernières saisies remontent à septembre 2022 pour les eaux superficielles et à octobre 2022 pour les légionelles. Cette situation est satisfaisante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite